

Signes vitaux 2009 : Sondage d'opinion national Qualité de vie dans nos collectivités

[Téléchargez notre communiqué sur ce sondage \(PDF\)](#)

Dans le cadre de leur programme *Signes vitaux 2009*, les Fondations communautaires du Canada ont mandaté le groupe de recherche Environics pour réaliser un sondage d'opinion sur les sujets suivants :

- Évaluation de la qualité de vie dans les collectivités canadiennes
- Élément qui contribue le plus à la qualité de vie dans les collectivités
- Effets de la récession sur la qualité de vie
- Élément prioritaire pour l'amélioration de la qualité de vie
- Niveau de confiance dans la capacité des leaders locaux à apporter ces améliorations

Cette étude se fonde sur un sondage téléphonique réalisé entre le 19 et le 26 août auprès d'un échantillon représentatif de 2 007 Canadiens (de 18 ans et plus). Un échantillon de cette taille assure à l'échelle nationale des résultats précis à plus ou moins 2,5 pour cent (19 fois sur 20) et leur validité sur le plan de la représentativité des provinces, des villes de différentes tailles et de la répartition démographique de la population (groupes d'âge, scolarité, etc.). À moins d'indication contraire, les résultats sont présentés sous forme de pourcentages.

Qualité de vie locale actuelle

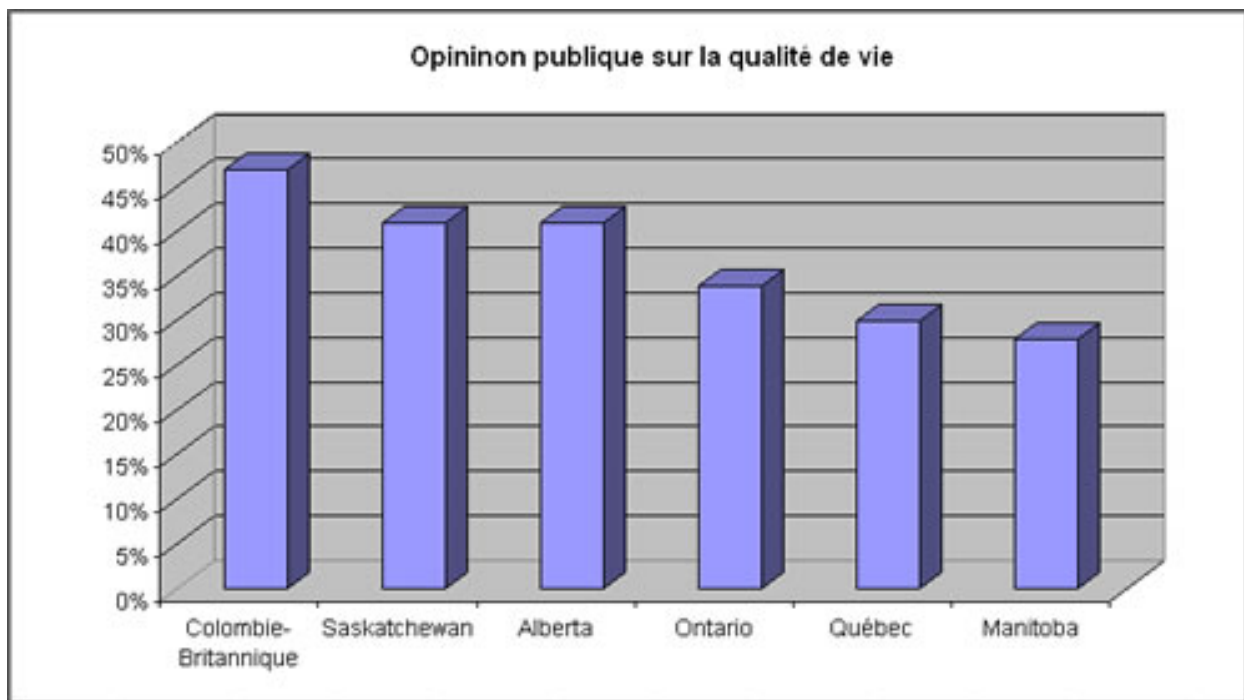
Près de neuf Canadiens sur dix jugent la qualité de vie au sein de leur collectivité bonne ou excellente. Les cotes sur la qualité de vie croissent de façon significative avec le le niveau de scolarité et de revenu des résidents ; elles tendent aussi à être plus élevées en milieu rural qu'en milieu urbain.

Les Canadiens et Canadiennes ont tendance à avoir une opinion plutôt positive de la qualité de vie dans leur collectivité.¹ Plus du tiers (36 %) des répondants qualifient leur qualité de vie d'« excellente », tandis

¹ Dans le sondage, le terme « collectivité » désigne la ville ou le village de résidence des répondants.

qu'une moitié (50 %) la juge « bonne ». En comparaison, 11 pour cent des répondants la qualifie d'« acceptable » et trois pour cent de « piètre ».

Qualité de vie au pays



À l'échelle des provinces, les résidents de la Colombie-Britannique ont l'opinion la plus positive de leurs collectivités, (47 % y jugent la qualité de vie excellente), suivis par ceux de la Saskatchewan, de l'Alberta (41 %), de l'Ontario (34 %) et des Maritimes (33 %). Ce niveau de satisfaction est moins fort au Québec (30 %) et au Manitoba (28 %).

- Les résidents des zones rurales (moins de 5 000 habitants) ont eu tendance à donner de meilleures cotes (43 %) que ceux des villes de 100 000 habitants et plus (32 %).
- Le statut socio-économique a une grande influence sur la qualité de vie : les Canadiens qui présentent une scolarité et un revenu plus élevés ont davantage le choix de leur milieu de vie.
- Parmi ceux qui n'ont pas de diplôme d'études secondaires, seuls 25 pour cent qualifient d'excellente la qualité de vie locale, alors qu'ils sont 30 pour cent à la considérer d'acceptable à piètre.
- Parmi les titulaires d'un diplôme universitaire, ces proportions sont de 43 pour cent et de 8 pour cent.
- Dans aucune province ni collectivité, la proportion de cotes négatives (acceptable ou piètre) n'atteint les 20 pour cent.

- Les évaluations sont étonnamment constantes dans les différents groupes d'âge et entre hommes et femmes.

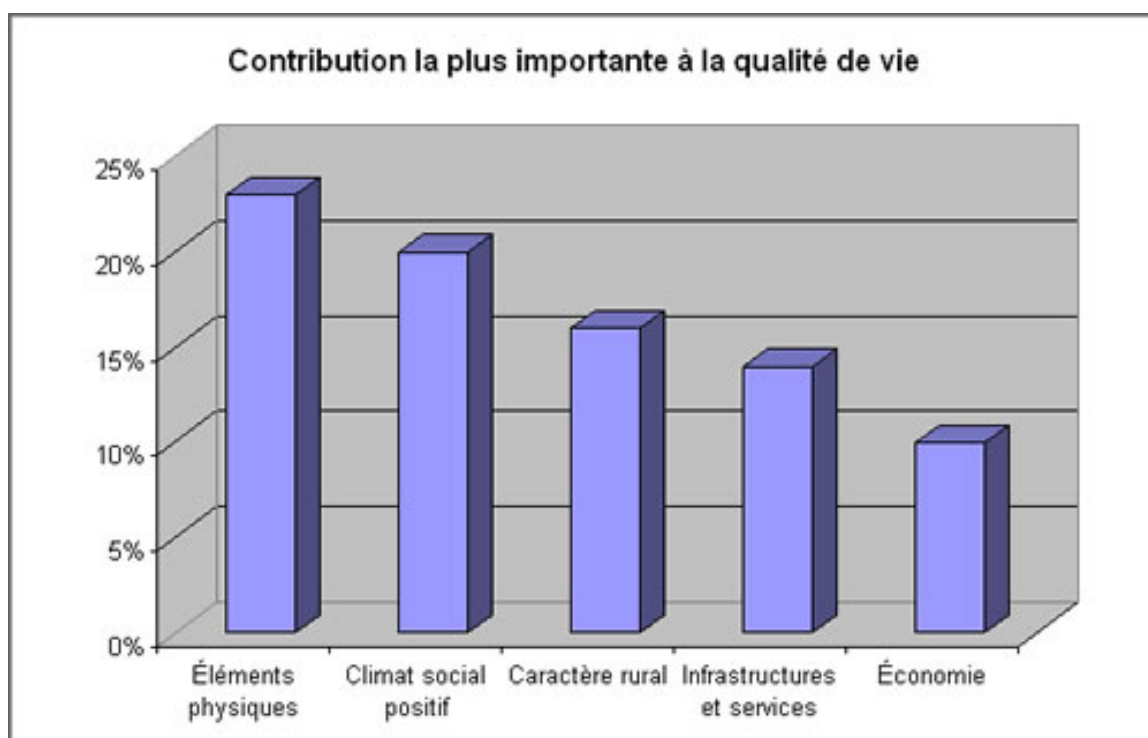
CONTRIBUTION LA PLUS IMPORTANTE À LA QUALITÉ DE VIE LOCALE

Les résidents désignent plus volontiers l'environnement physique (les espaces verts, par exemple) ou le climat social comme élément le plus déterminant pour la qualité de vie au sein de leur collectivité.

Partout au pays, les citoyens ciblent avant tout des lieux – le cadre et l'environnement physique - ou le climat social qui règne au sein de leur collectivité. Ces éléments sont nettement plus importants pour les Canadiens que des aspects comme l'économie, le leadership local ou la sécurité publique.

En réponse à cette question ouverte (sans choix de réponses) :

- Le quart (23 %) des répondants identifient des éléments physiques de leur collectivité, notamment les espaces verts, la présence de lacs, de rivières ou de l'océan, et la qualité de l'air.
- Ils sont presque aussi nombreux (20 %) à souligner le climat social de leur collectivité.
- Pour 16 pour cent d'entre eux, la nature rurale ou la petite taille de leur collectivité constitue l'élément le plus important
- Enfin, 14 pour cent ciblent les infrastructures et les services locaux accessibles aux citoyens.
- Même si les Canadiens se préoccupent actuellement de l'économie et du chômage dû à la récession, seuls 10 pour cent identifient spécifiquement l'économie ou les possibilités d'emploi comme facteur déterminant de la qualité de vie locale.

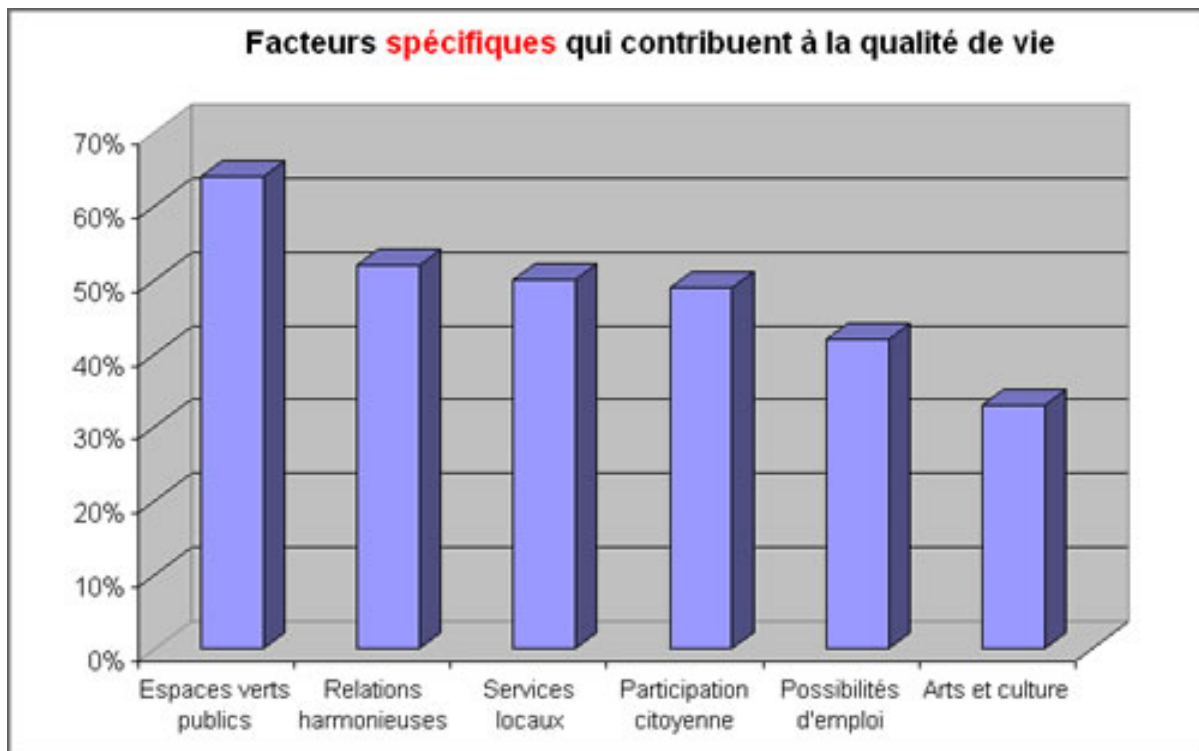


C'est au Québec (32 %) et en Colombie-Britannique (28 %) que les répondants ont ciblé en plus grand nombre leur environnement, et au Manitoba (11 %) qu'ils ont été le moins nombreux. Les résidents des Maritimes privilégient davantage (30 %) le climat social sain. La taille des collectivités semble peu influencer sur ces choix, bien que les Canadiens vivant dans de plus petites collectivités (29 %) soient plus enclins à considérer que la nature rurale ou la petite taille de leur milieu de vie constitue le facteur le plus important.

Facteurs spécifiques qui contribuent à la qualité de vie

On a aussi demandé aux répondants dans quelle mesure six facteurs spécifiques contribuaient à leur qualité de vie : possibilités d'emploi, accès aux arts et à la culture, espaces verts publics, relations harmonieuses entre les gens de divers horizons, services locaux d'aide aux personnes dans le besoin, et participation et bénévolat des citoyens.

En général, les Canadiens sont d'avis que tous ces facteurs contribuent d'une certaine façon à la qualité de vie locale, bien que, là encore, l'accès aux espaces verts constitue un élément déterminant pour 64 pour cent d'entre eux. La moitié des répondants croient que les relations harmonieuses entre les divers groupes (52 %), les services locaux (50 %) et la participation active des citoyens (49 %) jouent un rôle important dans la qualité de vie, alors que quatre répondants sur dix (42 %) penchent plutôt pour les possibilités d'emploi. Ils sont moins nombreux à considérer l'accès aux arts et à la culture comme un facteur déterminant de la qualité de vie au sein de leur localité, bien que le tiers (33 %) reconnaisse son importance.



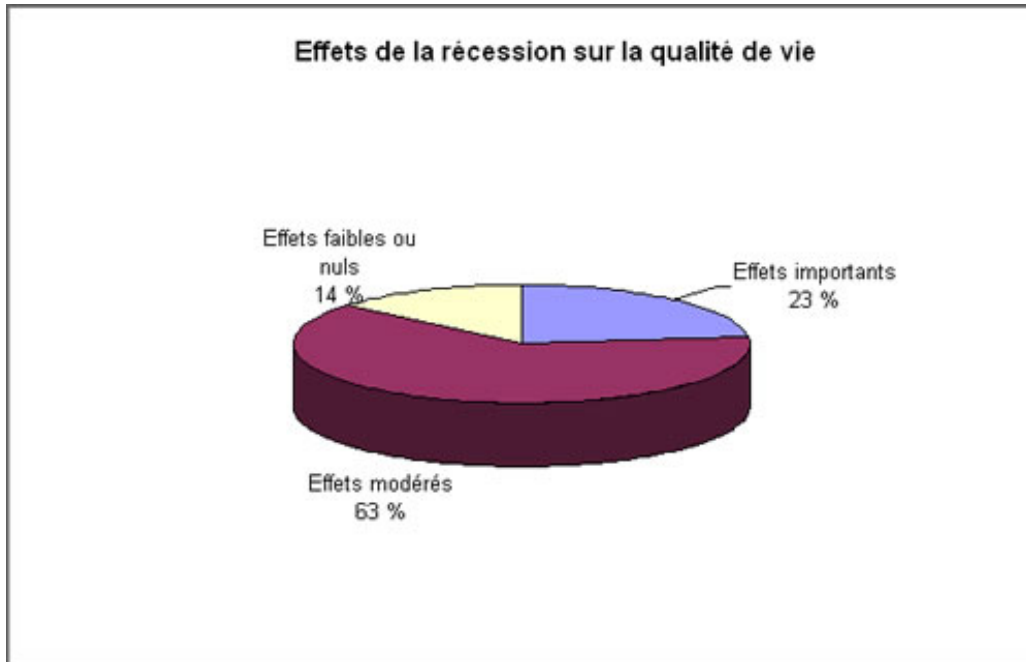
- Les opinions sur l'apport de ces différents facteurs divergent grandement selon que les répondants vivent dans de grandes ou de petites villes, en particulier sur l'accès aux arts et à la culture et à la présence d'espaces verts publics.
- Les Canadiens qui vivent dans des villes de plus de 100 000 habitants (en particulier Toronto, Montréal et Vancouver) sont plus susceptibles de considérer que l'accès aux arts et à la culture et que la présence d'espaces verts publics ont un effet positif sur leur qualité de vie.
- Les résidents de la Saskatchewan (70 %) et du Manitoba (51 %) ont été plus nombreux à cibler les possibilités d'emploi comme facteur important, un facteur qui n'a été jugé déterminant que par 30 pour cent des citoyens de la Colombie-Britannique.
- La contribution des services locaux et de la participation citoyenne semblent d'une importance égale dans toutes les régions, quel que soit le contexte démographique.

EFFETS DE LA RÉCESSION ÉCONOMIQUE

La plupart des Canadiens affirment que la récession économique actuelle a eu des répercussions sur la qualité de vie dans leur collectivité. Cependant, peu d'entre eux croient que ces effets ont été importants ou dépassent la perte d'emplois locaux.

Le Canada traverse actuellement la pire récession des 20 dernières années, mais celle-ci ne semble pas avoir modifié de façon significative l'opinion générale des Canadiens à l'égard de la qualité de vie au sein de leur collectivité.

Un répondant sur six (15 %) a déclaré que la récession avait eu des effets importants sur la qualité de vie locale. Quatre répondants sur dix (41 %) ont fait état de conséquences modérées, tandis qu'une proportion égale a fait état de conséquences faibles (33 %) ou nulles (9 %).



Comme la récession a frappé certains secteurs plus que d'autres, il est normal qu'il y ait eu des différences régionales dans les réponses à cette question, mais les écarts ont été modestes. Les Ontariens (19 %) et les Albertains (16 %) ont été plus nombreux à juger que la récession a eu des effets importants sur leurs collectivités, une chiffre beaucoup plus faible en Saskatchewan (5 %) et au Manitoba (9 %). Les Canadiens qui présentent un revenu familial peu élevé (moins de 40 000 \$ par année), les femmes et les personnes de 60 ans et plus ont été légèrement plus enclins à juger importants les effets de la récession. La taille de la collectivité n'a pas eu d'influence significative.

Conséquences de la crise économique. Aux répondants qui considéraient que la crise économique avait eu des effets importants ou modérés sur la qualité de vie dans leur collectivité, on a également demandé quels aspects avaient été affectés (sans proposer de choix de réponses). Comme il fallait s'y attendre, l'effet le plus fréquemment mentionné a été la perte d'emplois locaux (51 %), suivi des effets sur les entreprises locales (17 %) et sur le tourisme (8 %). Ils ont également cité dans une proportion de 12 pour cent des problèmes personnels liés à la baisse du revenu (diminution de la consommation des ménages).

Les opinions sur les effets de la crise économique ont varié d'une région à l'autre du pays. Les résidents de la Saskatchewan (59 %) et de l'Alberta (57 %) ont davantage fait état de la perte des emplois, l'aspect le moins soulevé par ceux du Manitoba (38 %). Les Ontariens (19 %) ont plus que les autres Canadiens parlé de l'effet de la récession sur les entreprises locales, tandis que les Britanno-Colombiens (12 %), les

Québécois (10 %) et les résidents des collectivités rurales (11 %) ont relevé que la baisse du tourisme avait affecté la qualité de vie locale. Peu de Canadiens ont noté une baisse des services locaux et des activités de bienfaisance (3 %), un élément ressenti surtout dans la grande région de Toronto (9 %).

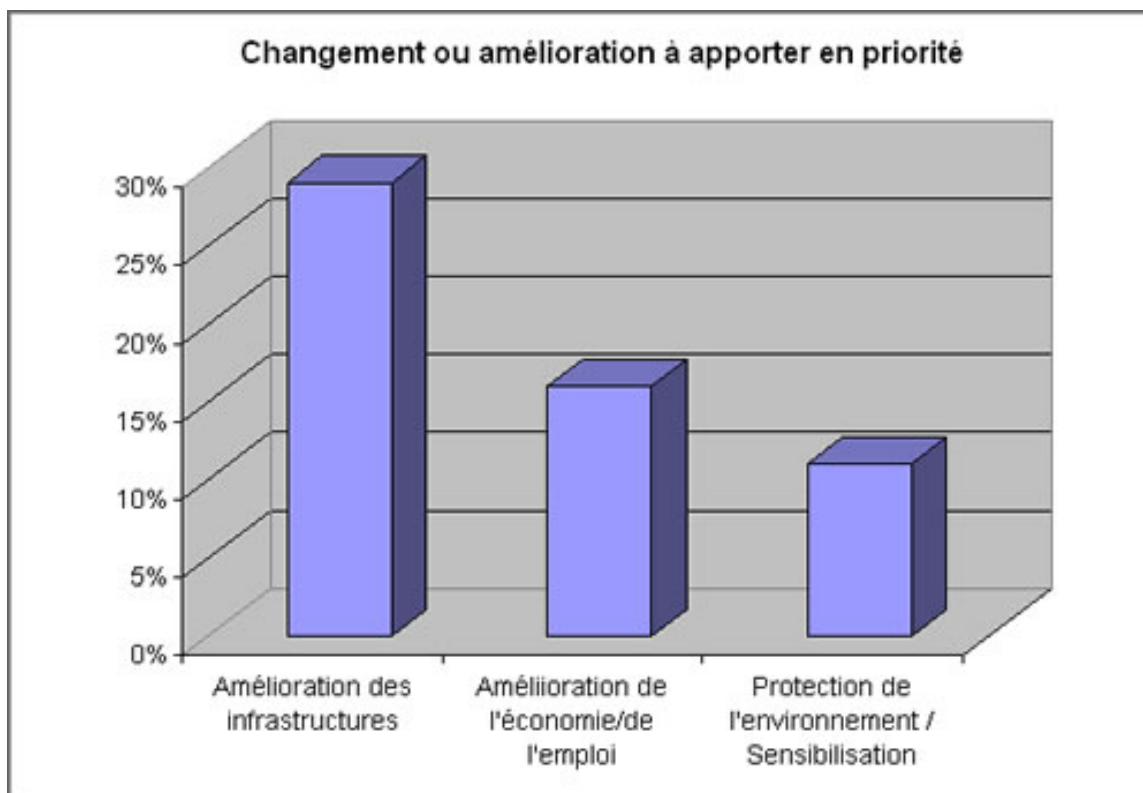
L'avenir

AMÉLIORATION PRIORITAIRE

Les Canadiens ont identifié l'amélioration des infrastructures (le transport en commun, par exemple) comme principal moyen de rehausser la qualité de vie dans leur collectivité au cours des prochaines années. Parmi les autres priorités, on retrouve la solidité de l'économie et une meilleure protection de l'environnement.

Peu de répondants ont identifié les infrastructures comme facteur prioritaire pour la qualité de vie actuelle dans leur collectivité, mais ce facteur figure en tête de liste des améliorations à apporter.

À la question sur le changement à apporter en priorité au cours des prochaines années pour améliorer la qualité de vie locale, trois répondants sur dix (29 %) ont identifié l'amélioration des infrastructures dans le secteur du transport public (11 %), des routes et installations (8 %), de la santé (5 %), des services sociaux (4 %) et autres (loisirs et gestion des déchets notamment). Les autres priorités les plus souvent mentionnées ont été le renforcement de l'économie et l'augmentation des emplois (16 %), de même qu'une amélioration de la protection environnementale et de la sensibilisation à l'environnement (11 %).

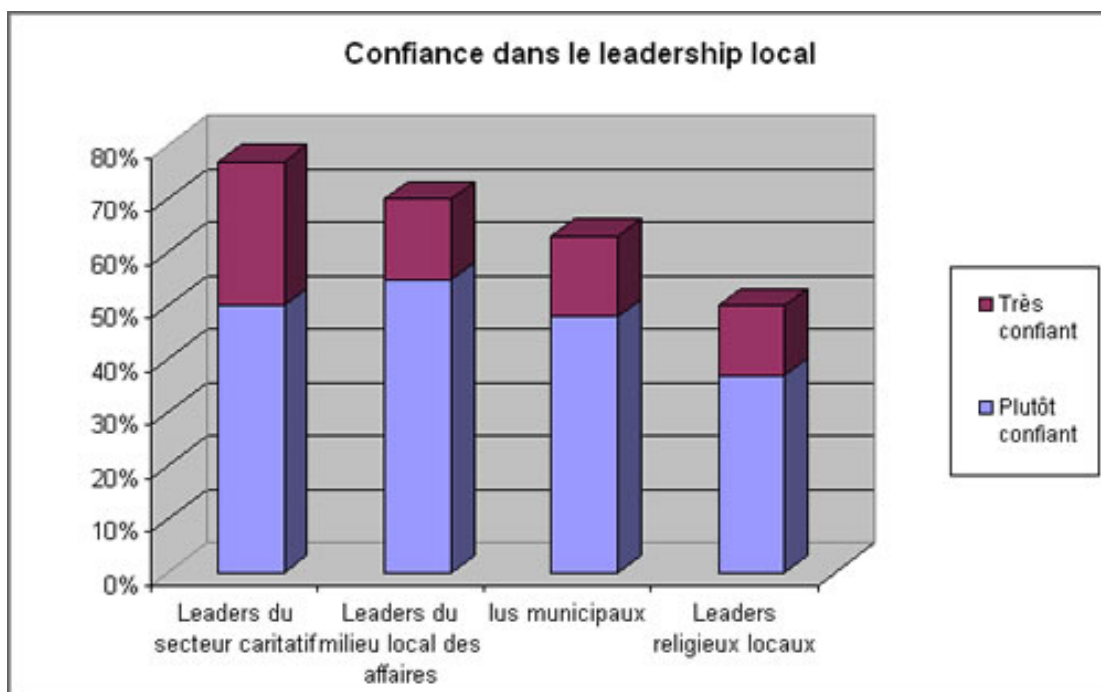


- L'importance d'améliorer les infrastructures locales est généralisée à l'échelle du pays, mais encore plus vive dans les grandes villes
- Les résidents de Toronto (20 %), de Montréal (16 %) et de Vancouver (16 %) sont plus enclins à penser que l'amélioration du système de transport en commun rehausserait la qualité de vie au sein de leur ville
- Les Québécois sont les plus préoccupés par l'amélioration de la qualité de l'environnement

CONFIANCE DANS LE LEADERSHIP LOCAL

Les Canadiens font davantage confiance aux leaders du secteur sans but lucratif pour améliorer leur collectivité, qu'aux leaders du milieu des affaires, aux élus municipaux et aux leaders religieux.

- Les trois quarts des répondants ont déclaré qu'ils avaient très confiance (27 %) ou plutôt confiance (50 %) dans les leaders des organismes de bienfaisance et autres organismes communautaires
- Sept répondants sur dix ont affirmé avoir confiance dans les leaders du milieu des affaires local (15 % et 55 %)
- Un peu plus de six sur dix ont exprimé leur confiance à l'endroit des élus municipaux (15 % et 48 %)
- Enfin, la moitié des Canadiens ont très confiance (13 %) ou plutôt confiance (37 %) dans la capacité des leaders religieux à contribuer à l'amélioration de la qualité de vie locale



Les opinions sur le leadership local sont similaires d'une région à l'autre. La confiance dans le leadership du secteur sans but lucratif est plus élevée au Québec (86 %, très confiant et plutôt confiant combinés) et dans les Maritimes (82 %), ainsi que dans les petites collectivités. Les résidents de la Saskatchewan (79 %) et du Québec (75 %) sont ceux qui font le plus confiance à leurs élus municipaux ; à l'autre bout du spectre, on retrouve les Ontariens (55 %). Les différences démographiques n'ont que peu d'influence sur les opinions sur cette question.